

Section DISI Rhône Alpes Est Bourgogne

Lyon Le 10 juin 2014,

Déclaration Liminaire au CTL du 10 juin 2014

Monsieur le Président,

Dans notre pays depuis de nombreuses années, les solutions apportées par les politiques au pouvoir ne répondent pas aux problèmes posés aux citoyens. La crise qui sévit a été le levier, aux dernières élections municipales et européennes, des votes extrêmes et d'une forte abstention.

Notre démocratie est véritablement en danger.

A la DGFIP cette politique d'austérité fait des ravages. Au-delà des suppressions d'emploi les recrutements ne sont pas à la hauteur des besoins. A la sortie du mouvement C 2370 emplois restent vacants et pour le mouvement B ce sont 1362 emplois qui ne sont pas pourvus. Le projet de mouvement informatique est complètement incohérent. Affectations sur des postes non vacants, non-respect des règles d'ancienneté etc.. et pour couronner le tout le mouvement définitif B ne sera connu qu'au mieux le 9 juillet.

Comment voulez-vous que les agents mutés puissent s'organiser dans un délai aussi court avant leur prise de poste.

Les agents ne sont pas des pions que l'on déplace comme sur un jeu de l'oie.

Les taux de promotions intra-catégorielles pour 2014 sont une nouvelle fois en forte baisse pour les personnels de catégorie B et C. En matière de pourvoir d'achat tout est gelé.

- Le point d'indice depuis 2010 et jusqu'en 2017.
- le régime indemnitaire depuis 2011
- le barème des frais professionnels depuis 2008 pour les indemnités kilométriques, 2006 pour les frais de repas et même 2001 pour les frais de déménagement.

Et pour finir le montant de la prime d'intéressement collectif est réduit à 120€ et son versement ne se fera que sur la paye d'août. Le prétexte invoqué, seuls 10 indicateurs sur 12 sont à la hauteur des résultats attendus par nos responsables.

C'est encore les agents qui payent les réductions des moyens humains et budgétaires. Dans ces conditions la DGFIP ne peut pas être une administration « performante ».

Comme au ministère de la Défense, il serait temps que les hauts fonctionnaires de la DGFIP dénoncent cette politique d'austérité qui ne permet plus aux services de fonctionner avec pour les agents de bonnes conditions de travail.

Les agents attendent toujours des réponses aux revendications portées dans l'ensemble de la Fonction Publique lors de la journée de grève du 15 mai dernier.

A la lecture du rapport annuel les moyens en personnel sont fortement insuffisants pour faire fonctionner notre direction. Les moyens budgétaires ne sont pas non plus à la hauteur. Pour pouvoir faire face aux coûts des travaux de 2013 il vous a fallu demander de nombreux abondements à la centrale. Pour 2014 les premières dotations sont en nette régression par rapport à l'année précédente.

Comment allez-vous faire pour assurer le fonctionnement de la DISI et sur quels postes budgétaires comptez-vous faire des « économies » ?

En ce qui concerne les missions des services nous constatons l'absence complète du compte rendu d'activité des SAU encore présents en 2013. Nous interviendrons sur ce point de l'ordre du jour pour vous demander un certain nombre d'explications.

Si vous avez répondu à notre demande de compléter le programme annuel de prévention par des « mesures » de prévention, nous aurions voulu avoir un point précis sur les échéances de mise en œuvre, sur les services chargés des dossiers et sur le coût estimé des mesures.

Les résultats de l'enquête IPSOS « barème social de la DGFIP » confortent nos analyses sur le malaise des agents. Nous analyserons plus précisément ces résultats durant l'examen de ce dossier.

Quelles mesures concrètes mettrez-vous en place pour répondre à l'inquiétude des agents et pour améliorer significativement leurs conditions de travail ?

Pour terminer nous vous demandons de nous faire un point précis et détaillé sur les conséquences de l'abandon de l'ONP sur les missions dans les ESI de notre DISI. Nous avons été stupéfaits d'apprendre dans les documents préparatoires au GT du 11 juin que des missions seraient transférées de l'ESI Part Dieu vers l'ESI de Rennes sans aucune information et concertation avec les représentants locaux du personnel. Nous vous demandons de nous apporter des précisions sur les évolutions des missions de développement à l'ESI de Lyon Part Dieu et à l'ESI de Grenoble.

Quels effectifs seront affectés à ces missions, sur quel critère ?

Quelles formations envisagez vous pour ces missions ?

Dans quel calendrier devront être mises en place ces missions en particulier la réécriture du code de la paye en JAVA ?

Pouvez-vous nous faire un point sur la mise en place des AT Trésorerie à l'ESI de DiJON et de LYON Part Dieu ?

Pouvez-vous nous faire un point sur la campagne de notation évaluation ?

Nous dénonçons le choix que vous avez fait de forcer la validation des comptes-rendus de l'entretien d'évaluation en l'absence de l'agent en notifiant dans le dossier que celui-ci avait refusé de signer. Nous vous demandons que cette mention soit retirée du dossier de l'agent.

Pouvez-vous nous faire un point précis sur l'avenir du restaurant administratif de Lyon Saint Hippolyte en particulier sur le maintien de la préparation des repas sur place ?

Les élus SOLIDAIRES Finances Publiques avec l'ensemble des agents combattront la politique d'austérité menée dans notre administration qui conduit à un appauvrissement des agents et à une très forte dégradation des conditions d'exercice des missions.